Edito

Surprenante Italie...

Jean Frédéric Vergnies

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/7509>

DOI : [10.4000/formationemploi.7509](https://doi.org/10.4000/formationemploi.7509)

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 31 octobre 2019

Pagination : 1-2

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Jean Frédéric Vergnies, « Edito », *Formation emploi* [En ligne], 147 | Juillet-Septembre, mis en ligne le 31 octobre 2019, consulté le 02 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/7509> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.7509>

Surprenante Italie...

Jean Frédéric Vergnies
Rédacteur en chef

On est forcément surpris en tentant de découvrir l'Italie, nous indique un des auteurs de ce dossier dans le préambule de son article¹.

Ainsi, la gestion des discontinuités de parcours, en Italie, relève surtout d'un dispositif de soutien à l'activité partielle. Selon **Mara Bisignano**, la *Cassa Integrazione Guadagni* (CIG) – dispositif d'activité partielle à l'initiative des entreprises et comportant une indemnisation des heures non travaillées pour les salariés temporairement au chômage – a été depuis longtemps préférée au régime d'indemnisation du chômage qui demeure résiduel comparativement à d'autres pays. La logique de l'activation des politiques publiques européennes est mise en tension, avec une vision qui place l'emploi au centre de l'action revendicative. Sécuriser les carrières passe ici par le maintien des droits sociaux et salariaux attachés au contrat de travail et non au parcours.

En outre, les analystes insistent sur l'importance des petites entreprises dans le système productif italien, alors qu'en France, même si la part des petites et moyennes entreprises est dominante dans l'emploi, leur place dans les analyses et les discours reste minoritaire². L'article de **Silvia Ghiselli**, du consortium interuniversitaire *AlmaLaurea*, souligne que le système entrepreneurial italien, caractérisé par la primauté des petites entreprises à gestion familiale est, globalement, moins propice à valoriser la connaissance. Si cette question apparaît claire en Italie, elle est beaucoup moins évoquée en France.

Dans le cadre des formations en apprentissage, les difficultés du recours à une économie de la connaissance sont également pointées par **Maël Dif-Pradalier & Samuel Zarka**. En effet, le non-recours des entreprises à la formation par apprentissage dépasse les arbitrages

---

1 Toutes proportions gardées par rapport au « syndrome de Florence » éprouvé par Stendhal en découvrant Florence au XIXe siècle.

2 Et ce, malgré des initiatives anciennes en termes de recherche. On pourra, avec grand bénéfice, consulter la synthèse récente en la matière ; *Les mondes sociaux des TPE et PME – Modèles et logiques d'action* ; sous la direction d'Élyse Bentabet & Martine Gadille, coédition Céreq-Octarès, 2019.

financiers pour aussi relever de l'organisation collective du travail et des possibilités (effectives ou pas) de formation.

Plus spécifiquement en matière d'éducation, on est surpris, à la lecture de l'article de **Thierry Berthet**, de découvrir que, malgré les injonctions européennes, le décrochage scolaire ne fait pas, à proprement parler, partie de l'agenda politique italien. Loin d'une vision déterministe des politiques européennes, on découvre ici une autre particularité du système scolaire italien. Le financement par projets européens dicte, de fait, les modalités de lutte contre ce qui, là-bas, est appelé la « dispersion scolaire ». On apprend alors que la logique contractuelle européenne aboutit à une uniformisation des pratiques.

Pourtant, comme le soulignent, chacun à sa manière, les auteurs de ce numéro, le plus important défi reste celui des disparités régionales, non seulement économiques, mais aussi culturelles³, là encore sans commune mesure avec le cas français. Ainsi, l'article de **Tania Toffanin** souligne combien, au-delà des politiques structurelles sur le marché du travail (renvoi de plus en plus fort à la responsabilité individuelle, report de l'âge de la retraite...), la prescription sociale des rôles féminins conditionne largement le devenir des travailleuses de 50 ans et plus ayant un faible niveau d'éducation, et ce d'autant plus qu'elles résident dans le sud du pays.

Bonne lecture à tous.

---

3 Cf. *Théorie de la justice spatiale : géographies du juste et de l'injuste*, Jacques Lévy, Jean-Nicolas Fauchille, Ana Povoas, Paris, Odile Jacob, 2018, 344 p.